

Préface

La protection de la planète et de sa biodiversité représente la responsabilité intergénérationnelle la plus importante à laquelle nous sommes confrontés. De plus, les impacts des changements environnementaux et climatiques ne sont pas neutres en termes d'égalité femmes-hommes. Dans les économies en développement comme dans les économies avancées, les femmes sont plus vulnérables aux effets du changement climatique que les hommes. En raison du changement climatique et de graves dangers environnementaux, des millions de personnes sont exposées au risque de déplacement, dont 75 % sont des femmes. Malgré le rôle des femmes dans l'agriculture et l'élevage, les droits des agricultrices sont limités pour hériter, accéder et utiliser la terre et d'autres ressources productives, principalement en raison de normes sociales profondément enracinées. L'accès également restreint des femmes aux ressources financières et à l'éducation limite encore davantage leur capacité de se préparer et à répondre aux chocs environnementaux. Les femmes ont tendance à être surreprésentées dans les groupes à faible revenu, qui sont les plus touchés par la pollution dans les villes et par les dommages environnementaux causés par l'industrie. En outre, pendant et après une crise environnementale ou une pandémie, les femmes et les filles sont exposées à un risque accru de violence sexiste. La discrimination et la violence affectent également les modes de mobilité et les choix de transport des femmes, ce qui peut avoir des effets négatifs sur l'environnement.

Partout dans le monde, les femmes ont tendance à être plus sensibles aux préoccupations environnementales, mais elles sont largement sous-représentées dans les processus de prise de décision du leadership mondial en matière de climat – que ce soit dans les ministères des Finances, de l'Économie, de l'Énergie ou des Infrastructures, ou dans les entreprises. Tous ces facteurs s'ajoutent aux défis structurels auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans le cadre juridique et social. Des écarts importants entre les sexes persistent dans la participation à la population active (notamment dans les emplois les mieux rémunérés), les salaires et l'accès au financement et aux ressources naturelles. En outre, la crise du COVID-19 a exacerbé les inégalités femmes-hommes préexistantes, mettant en évidence l'intersection du climat et de la justice de genre.

Les femmes ne sont pas seulement des victimes, elles sont également de puissants agents du changement, et possèdent des connaissances et des compétences pour contribuer à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique.

Alors que les processus des Nations Unies reconnaissent depuis longtemps les liens entre le climat et la justice de genre à travers les plans d'action de la CCNUCC pour l'égalité entre les sexes et la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, il faut faire davantage pour aider les pays à intégrer systématiquement l'analyse sexospécifique dans les efforts de collecte de données, ainsi que dans les politiques concernant le changement climatique, le budget et la coopération pour le développement.

Ce rapport de l'OCDE rassemble, pour la première fois, tous les éléments factuels existants dans les pays de l'OCDE sur les effets différenciés des facteurs environnementaux, tels que la pollution de l'air, la contamination de l'eau et des sols, l'exposition aux produits chimiques, le changement climatique et les catastrophes naturelles, sur la santé des hommes et des femmes. Il démontre que la compréhension et la

prise en compte effective de la dimension sexospécifique du changement climatique sont essentielles pour atteindre le développement durable et les Objectifs de développement durable (ODD).

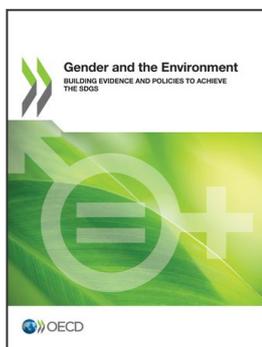
Cette publication opportune se penche également sur la manière de favoriser les opportunités économiques qui pourraient émerger pour les femmes dans des économies plus vertes. La reprise et la transition vertes, éclairées par des politiques soutenant une redistribution des emplois sensible à l'égalité femmes-hommes, pourraient créer un cercle vertueux d'égalité femmes-hommes et de développement durable, tout en offrant des opportunités d'autonomisation économique des femmes.

La garantie de l'égalité femmes-hommes et la réponse aux diverses préoccupations d'intersectionnalité qui affectent la population la plus vulnérable renforcent non seulement la justice sociale, mais contribue également à la gestion des impératifs économiques et environnementaux. Par ce travail, l'OCDE souligne la nécessité d'une approche intégrée de l'égalité femmes-hommes et de la durabilité environnementale dans tous les domaines et secteurs de la politique publique. L'ensemble des mesures proposées aide les gouvernements à recueillir des données systématiques sur les effets différenciés du changement climatique sur les femmes et les hommes, et fournit une voie à suivre pour une action politique plus efficace.

L'égalité femmes-hommes reste la partie manquante et méconnue de la solution au changement climatique. Travaillons ensemble pour faire du lien entre l'égalité hommes-femmes et l'environnement une force de transformation pour nos économies et nos sociétés, afin qu'elles soient plus résilientes, inclusives et durables.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE



Extrait de :

Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Préface », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6a659bec-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.